

**Fédération de Russie - Conférence  
de presse conjointe de M.  
Emmanuel Macron, président de la  
République, et de M. Vladimir  
Poutine, président de la Fédération  
de Russie - Propos de M. Macron**  
(Saint-Pétersbourg, 24 mai 2018)

(Seul le prononcé fait foi)

Merci beaucoup Monsieur le Président, cher Vladimir.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames, Messieurs,

Je veux avant tout remercier le président Poutine pour son accueil et nous venons en effet, il vient d'en rendre compte, d'avoir un échange en tête-à-tête, puis un échange élargi qui a été, comme c'est toujours le cas entre nous, extrêmement direct et franc mais je dois dire plus long que nos équipes ne l'avaient initialement prévu parce que très fructueux et qui nous a permis, je crois pouvoir le dire, d'échanger en profondeur la vision aussi que nous avons de nos histoires et de nos devoirs contemporains.

Il y a un peu plus d'un an, nous étions ensemble à Versailles et nous avons ensuite cheminé pour voir cette exposition Pierre le Grand qui était organisée et qui racontait le voyage de Pierre le Grand en France auprès de Louis XV puisque avec Louis XIV, ce fut un rendez-vous manqué. Et nous voilà aujourd'hui dans sa ville et dans un lieu qui n'a rien d'innocent au regard de cette Histoire, dans cette ville de Saint-Pétersbourg qu'il avait voulu comme une fenêtre sur l'Europe, où il avait fait venir nombre d'artistes, d'intellectuels de son temps, comme ensuite Catherine II le fera aussi.

Et ce lieu, cette ville, je crois, nous rappelle ce qui nous lie très profondément et c'est aussi pour cela que lorsqu'en 1966, le général de Gaulle avait voulu venir prononcer un grand discours et faire un grand geste politique, il avait choisi Saint-Pétersbourg pour rendre hommage à la résistance héroïque des soldats soviétiques et des civils russes assiégés par l'armée hitlérienne. Et je me rendrai demain à mon tour à la nécropole pour rendre hommage aux soldats qui se sont battus et qui sont tombés, mais aussi aux civils et à toutes les victimes du siège de Leningrad durant la Seconde Guerre mondiale.

L'escadrille Normandie-Niemen avait une devise et elle n'est jamais loin lorsque nous pensons à ces moments de l'Histoire. Nous avons volé dans le même ciel. Et c'est un peu de cela aussi dont il s'agit, pensant également aux quelques combattants français qui ont été aux côtés de votre ville et de votre peuple. Votre ville, Monsieur le Président, parce que Saint-Pétersbourg, c'est en effet la ville qui vous a vu naître, grandir, étudier, administrer et qui, aujourd'hui, nous réunit à l'occasion de ce Forum économique international auquel la France, en effet, participe cette année en tant qu'invitée d'honneur aux côtés du Japon et je tiens à vous remercier pour cette invitation.

Et nous poursuivons ce faisant le fil historique dans lequel nous avons fait le choix d'inscrire nos échanges et je suis convaincu que nos deux pays ont vocation et intérêt à définir, pour reprendre les termes de Dostoïevski dont nous parlions tout à l'heure dans son discours sur Pouchkine, un vrai terrain de conciliation pour toutes les contradictions européennes. C'est sans doute un peu de cela dont il s'agit lorsque nous parlons de la relation entre nos deux pays. Nous avons toutes les contradictions européennes qui habitent nos peuples à relever mais nous savons et nous avons su par le passé - et nous le saurons demain aussi - construire un vrai terrain de conciliation.

Nous avons un partenariat historique, il est là et il est fort et la France et la Russie ont en commun d'avoir hérité du combat de leurs aînés une place à part, celle de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Et cette place à part dans les temps que nous vivons nous oblige et nous en avons parlé avec le président Poutine. Elle nous oblige parce que je crois qu'aujourd'hui, nous n'avons pas d'autre choix l'un et l'autre que de croire et défendre ce que j'ai pu appeler il y a quelques semaines un multilatéralisme fort, c'est-à-dire une grammaire de nos relations internationales qui croit à la coopération, qui croit aux règles dont nous nous sommes dotés, qui veut les respecter, mais qui considère que ces règles ne sont pas simplement des mots qui vaudraient pour les plus faibles ou ceux qui ne savent pas les faire respecter.

Cette responsabilité qui est la nôtre implique un dialogue construit, constant et une indépendance. Et le président Poutine le sait, la politique étrangère de la France, sous ma direction, est pleinement indépendante. Nous ne nous alignons jamais sur personne, nous prenons nos décisions par nous-mêmes et pour nous-mêmes, nous croyons dans l'Europe pour en démultiplier la force, nous souhaitons aussi que ces décisions, lorsqu'elles sont prises, puissent être respectées en prenant en compte les intérêts de nos partenaires. Et notre dialogue avec la Russie est un élément de cette indépendance, comme l'est notre appartenance à une Europe démocratique et souveraine, comme l'est la relation que nous avons aussi avec notre allié des Etats-Unis d'Amérique et c'est constitutif de ce multilatéralisme fort que j'évoquais.

Nous parlons à tous et c'est la marque de notre indépendance. Nous le faisons de manière directe et franche, c'est la marque de notre fiabilité. Je suis très lucide sur les incompréhensions qui ont pu exister et s'installer entre nous. Une part de ces incompréhensions, je dois dire même l'essentiel, ne nous est pas imputable mais elles sont là et il nous faut donc savoir y revenir. Nous connaissons les termes du débat mais je souhaite ici que nous puissions avancer ensemble et, dès nos premiers échanges avec le président Poutine, c'est sur cette base que nous avons souhaité travailler.

Ce multilatéralisme fort, cette indépendance de la politique étrangère française va aussi avec quelques principes auxquels je crois. Je crois que nous devons oeuvrer, que c'est notre intérêt conjoint, pour défendre notre sécurité collective, que nous devons aussi défendre nos valeurs partout, mais que nous devons également respecter partout la souveraineté des peuples et je m'oppose clairement à je ne sais quelle prétention de vouloir se substituer à leurs choix. Et sur ce terrain, j'ai été clair dès le premier jour, la France prend des positions, elle construit des alliances, elle peut intervenir quand le non-respect est évident quant à certaines règles qui avaient été édictées avec une légitimité internationale réelle, mais jamais pour se substituer à la souveraineté d'un peuple.

Je respecte aussi le rôle renforcé que la Russie se donne dans son environnement régional et dans le monde, en particulier au Moyen-Orient. Et avec ce rôle retrouvé, vient aussi davantage de responsabilité et je suis pleinement conscient et je sais que le président Poutine l'a en tête. En même temps - et le président le sait -, j'attends de la Russie qu'elle respecte elle aussi nos intérêts, notre souveraineté, celle de nos partenaires européens avec lesquels notre solidarité sera toujours sans faille et de cela aussi nous avons parlé. Je pense que nous pouvons collectivement cheminer.

Au fond, ce qu'il nous faut aujourd'hui, compte tenu de notre Histoire, de ce moment et des règles que nous avons fixées et des intérêts qui sont les nôtres, continuer à bâtir une confiance commune et je souhaite pour ma part que la Russie comprenne que la France est son partenaire européen crédible, ouvert et fiable pour préparer l'avenir. Et je crois que la discussion que nous avons eue allait dans ce sens. J'ai proposé au président Poutine de s'engager avec la France dans la définition justement de ce multilatéralisme fort qui doit nous permettre de poser les fondements de l'ordre mondial contemporain, un multilatéralisme qui ne soit plus la coquille vide des affrontements idéologiques, mais qui produise des résultats sur des bases claires et qui permette d'obtenir des solutions concrètes. C'est l'intérêt de nos pays et, je crois, ce qui également nous anime.

C'est forts de ces principes et dans cet esprit que nous avons abordé les grands dossiers internationaux sur lesquels le président Poutine vient de revenir. Sur le dossier iranien, les trois pays signataires européens, comme la haute représentante Mogherini, ont très clairement dit dès la décision américaine que nous restions dans l'accord et que l'accord du 14 juillet 2015 était pour nous un accord que nous avons signé et que nous devons respecter. Et je souhaite que l'ensemble des signataires reste dans l'accord et le préserve. Nous avons ainsi décidé la semaine dernière à Sofia, au niveau européen, de nous doter des instruments et des garanties à l'égard des entreprises pour s'assurer de la pleine efficacité à tous égards, y compris sur le plan économique, de cet accord. Mais je souhaite aussi que nous puissions travailler avec toutes celles et ceux qui y ont intérêt pour que cette efficacité soit pleine et entière et que nos entreprises puissent aussi trouver des solutions pragmatiques avec d'autres pays et d'autres entreprises qui ont intérêt, comme certaines entreprises d'ailleurs l'ont fait ces derniers jours, pour préserver leurs intérêts lorsqu'elles sont très exposées aux Etats-Unis, au marché américain, mais qu'on puisse garantir à l'Iran la viabilité des projets qui ont été lancé.

Dans le même temps, je souhaite que l'Iran reste pleinement engagé dans l'accord nucléaire et ne reprenne aucune activité. À cet égard, je considère que les dernières informations transmises par l'AIEA vont dans la bonne direction et sont réconfortantes. J'ai dit au président Poutine cette volonté, je crois que nous la partageons et nous avons l'un et l'autre acté de cette

volonté commune de préserver ce cadre qui nous semble être un cadre utile pour la sécurité régionale. J'ai dit aussi au président Poutine quelles étaient nos autres préoccupations et je crois là aussi pouvoir dire que nous les partageons : l'activité nucléaire après 2025, l'activité balistique et l'activité régionale de l'Iran. Je souhaite que nous puissions engager avec l'Iran - et j'ai eu l'occasion de le dire à deux reprises au président Rohani - un dialogue sur ces sujets. Mais il est évident que ce dialogue n'est possible que si nous savons collectivement aménager ce cadre crédible de l'accord de 2015, ce que nous sommes en train de faire.

Et donc je crois qu'il est cohérent que nous oeuvrions ensemble à l'égard de l'Iran pour engager dès maintenant un dialogue franc, sincère, mais indispensable pour la sécurité régionale qui permette d'avancer sur l'ensemble de ces sujets. Vous avez reçu il y a quelques jours le Premier ministre israélien, je pense qu'il vous en a aussi parlé. Nous connaissons l'un et l'autre toutes les puissances amies, alliées ou que nous respectons de la région. Elles n'ont pas forcément la même lecture que nous de la situation mais nous ne pouvons mésestimer leurs inquiétudes et leurs intérêts. Et donc, pour éviter toute escalade, notre volonté est de construire cet accord plus large dans la région avec l'Iran et d'oeuvrer ensemble pour ce faire.

En Syrie, l'intensification des tensions entre Israël et l'Iran démontre le risque là aussi d'une escalade de grande ampleur. Le moment est clairement venu de mettre autour de la table toutes les puissances concernées par la crise syrienne pour parvenir à un règlement politique du conflit. Le président Poutine l'a dit, il y a aujourd'hui deux formats qui existent : le Format dit d'Astana et le Format dit du Small Group que nous avons constitué il y a maintenant quelques mois. Ces deux formats sont complémentaires et sur le sujet syrien, j'ai toujours été clair, notre priorité, notre volonté, c'est l'éradication du terrorisme et la lutte contre le terrorisme islamiste. Et même si nous avons pris des décisions très claires et toujours eu des positions claires vis-à-vis de Bachar al-Assad et de sa politique, la politique française n'est pas de procéder depuis l'extérieur à quelque changement de régime que ce soit ou à quelque transition. Ce n'est pas ça depuis le mois de mai 2017 notre politique, c'est celle qui consiste à construire une solution politique inclusive qui permettra d'élaborer le cadre constitutionnel, qui permettra à tout le peuple syrien, y compris les Syriens ayant dû fuir, de voter et de choisir leurs gouvernants.

C'est cela le point d'aboutissement du processus politique qui est le nôtre et je crois pouvoir dire que notre discussion à cet égard était extrêmement instructive, en tout cas pour moi. Et donc nous avons souhaité, comme l'a dit le président Poutine, mettre en place un mécanisme de coordination entre le groupe d'Astana et le Small Group. C'est pour moi une avancée très importante en termes de gestion du dossier syrien. Nous pouvons avoir des sensibilités différentes, bien sûr, mais nous avons une même volonté de stabilisation, un même respect de la souveraineté des peuples, une même volonté de faire aboutir le dossier en étant inclusif et en construisant la stabilité à long terme. Et donc ce mécanisme de coordination, nos équipes vont le construire dans les prochaines semaines mais il aura pour finalité d'avoir un agenda de discussions parallèle mais commun pour les deux groupes et de construire ensemble - et ce sera notre responsabilité aussi - les convergences qui permettront, je l'espère, cette solution politique. En tout cas, je crois beaucoup à cette option que j'appelle de mes vœux depuis plusieurs mois et je suis à cet égard, je dois le dire, extrêmement satisfait des avancées de notre discussion.

J'ai également proposé au président Poutine que nous puissions travailler concrètement ensemble sur le terrain sur le plan humanitaire. En effet, j'ai décidé il y a quelques semaines

maintenant, à la fin du mois d'avril, de réinvestir en matière d'engagement humanitaire et en particulier de réinvestir à hauteur de 50 millions d'euros pour financer les organisations non gouvernementales présentes sur le sol syrien. Sur ce sujet, nous allons travailler au nord-ouest et au nord-est avec ces organisations et j'ai souhaité que nous puissions le faire en coordination étroite, y compris dans la zone qui est sous le contrôle du régime syrien, le faire de manière étroite avec la Russie. Je pense que c'était ce que vous appeliez aussi de vos vœux depuis plusieurs mois et que cette avancée est de nature également à nous rendre collectivement utiles sur le terrain et permettre à ces organisations non gouvernementales de mieux travailler et d'accéder aux populations qui ont les besoins les plus sévères.

Sur la lutte contre le terrorisme en Syrie, la coalition achève de réduire les derniers bastions de Daesh et nous sommes d'accord pour que dans les décisions que nous prenons sur la Syrie, la nécessité de prévenir toute résurgence de cette organisation soit pleinement prise en compte. Sur le chimique, nous avons des désaccords, nous les connaissons, nous les avons partagés, mais je souhaite que nous puissions travailler sur le plan international afin de mettre en place un nouveau mécanisme indépendant, impartial et permanent qui permette d'attribuer la responsabilité d'emploi des armes chimiques et que les prochains mois puissent être utilement mis à contribution sur ce point.

Sur la situation en Ukraine enfin, le règlement pacifique de la crise au Donbass est l'élément clé d'un retour à des relations apaisées entre l'Europe et la Russie, nous y avons tous intérêt. J'ai dit au président Poutine que les mois à venir seraient décisifs si nous voulons mettre fin à ce conflit. Le président vient de le dire, il n'y a pas d'autre solution que la mise en oeuvre des Accords de Minsk par toutes les parties sur la base des propositions très concrètes que nous avons faites avec l'Allemagne. Il y aura une réunion des groupes techniques dans les prochaines semaines, puis une réunion des ministres des Affaires étrangères en Format Normandie et je souhaite que nous puissions trouver des avancées concrètes sur ce point-là aussi.

Sur le plan de la relation bilatérale, nous avons - et le président Poutine l'a également évoqué - discuté de ce sujet toujours sensible de l'activité dans le cyberspace et des cyberattaques et nous avons souhaité l'un et l'autre inaugurer un processus qui jusqu'alors n'existait pas mais que nous allons mettre en oeuvre d'échange d'informations et de traitement très concret des situations pour construire un cadre commun qui permette de réguler ce cyberspace déjà entre nos deux pays et avec l'ambition d'essayer de travailler avec nos partenaires sur ce sujet absolument déterminant.

Nous avons une relation économique extrêmement vivace, le président l'a rappelé, qui fait de la France l'un des tout premiers partenaires économiques en termes d'emploi comme en termes d'investissement et sans doute le partenaire économique le plus fiable dans la durée, y compris dans les temps les plus difficiles. Demain au Forum de Saint-Pétersbourg, la délégation française sera très importante, preuve que nos entreprises sont là et souhaitent accompagner la modernisation économique et sociale de la Russie, la diversification de son économie, son développement scientifique et technologique et continuer à jouer ce rôle de premier employeur étranger dans le pays. Et malgré les sanctions, malgré les difficultés, elles sont présentes, comme le sont nos chercheurs, nos artistes, nos penseurs et je crois que c'est une présence indispensable.

Nous avons aussi constaté la très bonne avancée des travaux que nous avons lancés il y a un an. Nous avons fait des progrès importants. Le Dialogue de Trianon qui est cette enceinte dans laquelle nous avons voulu rassembler justement les représentants de la société civile, du monde académique, culturel. Intellectuels et scientifiques ont travaillé de manière active. Il a permis des échanges renouvelés entre nos sociétés civiles. Deux plateformes numériques ont été lancées en France et en Russie pour faciliter la circulation des initiatives et des idées et les membres français et russes du Conseil de coordination du Dialogue se réunissent tous pour la première fois ensemble physiquement à l'occasion de cette visite demain. C'est un résultat important pour développer ces liens et il a d'ailleurs permis à plusieurs jeunes Français d'être sélectionnés dans le cadre d'un concours et de découvrir votre pays, ce qui forge aussi ces relations dans la durée.

Aujourd'hui et demain, nous actons plusieurs accords, une cinquantaine au total d'accords-cadre. Et au-delà des accords d'entreprise signés devant nous, des accords de nos grands acteurs de recherche, quel que soit le secteur, le spatial, le nucléaire civil, l'énergie sont mis à l'honneur en même temps que les sciences, la recherche, la culture, le patrimoine, l'enseignement supérieur, avec la création de nouveaux doubles diplômes pour nos étudiants à Saint-Pétersbourg, ici même. L'année 2018 est aussi l'Année des Langues et Littératures marquée par le succès du Salon du Livre de Paris qui succède à l'Année du Tourisme culturel en 2017, avec l'immense succès aussi de plusieurs expositions consacrées à la collection Chtchoukine à Paris et Saint-Louis et les Reliques de la Sainte-Chapelle au musée du Kremlin à Moscou.

C'est également la culture que nous sommes ici venus accompagner dans le cadre de ce Dialogue avec entre autres la ministre. Nous serons demain justement pour célébrer l'anniversaire de M. Petipa dont beaucoup de monde en Russie pense qu'il est Français, qu'il est, pardon, Russe, mais il était avant tout Français et Marseillais, je dois dire, mais il a eu un rôle, parce que la Russie lui a fait confiance, essentiel au Mariinsky en particulier et dans la création de nombreux ballets qui ont forgé notre histoire culturelle commune, notre identité.

Sur tous ces sujets, nous souhaitons continuer à oeuvrer ensemble, continuer à dialoguer, continuer à avancer et c'est dans ce dialogue exigeant mais volontaire que nous souhaitons, avec le président Poutine, dessiner un peu de ce siècle qui s'ouvre. Les enfants français ont appris l'immensité du territoire russe en lisant "Michel Strogoff", ils ont parfois eu peur en écoutant "Pierre et le loup", ils ont rêvé justement grâce aux ballets de Marius Petipa. Il y a beaucoup de monde lorsqu'on voyage dans les villes de la Volga, on demande justement aux visiteurs les hôtels où a résidé l'auteur des "Trois Mousquetaires". Les héros russes ont habité l'imaginaire français et Dostoïevski n'aurait sans doute pas été lui-même sans l'influence de la France et des auteurs français.

Toute cette histoire culturelle, c'est ce qui nous oblige parce que nos imaginaires sont communs, ils sont européens, ils sont européens. Et c'est surtout quand l'Histoire se complique qu'il faut essayer de la rendre simple, de savoir d'où l'on vient, de constater les désaccords, mais de chercher à faire. Et donc je souhaite que la France et la Russie de demain soient à la hauteur de leur Histoire pour, dans ce monde incertain, construire leur destin. Je vous remercie Monsieur le Président, cher Vladimir./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)

